

Avenant du 19 décembre 2024

à l'annexe III relative au régime de retraite et de prévoyance

NOR : ASET2550779M

IDCC : 2121

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

SNE,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FEC FO ;

FILPAC CGT ;

F3C CFDT ;

SNELD CGC ;

SNPEP FO ;

SNLE CFDT,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Les bénéficiaires des régimes de protection sociale complémentaire mis en place par les entreprises peuvent être définis en fonction de leur appartenance à la catégorie des cadres et des non-cadres.

Auparavant déterminée par la convention collective nationale de retraite et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947, la notion de cadres est depuis la fusion des régimes Agirc Arrco en 2019, définie par l'accord national interprofessionnel du 17 novembre 2017. En conséquence, les dispositions de l'article R. 242-1-1 du code de la sécurité sociale relatives aux catégories objectives de bénéficiaires ont été mises à jour par le décret n° 2021-1002 du 30 juillet 2021.

Par le présent avenant, la branche de l'édition de livres met en conformité avec l'accord national interprofessionnel du 17 novembre 2017 et le décret n° 2021-1002 du 30 juillet 2021, l'annexe III de la convention collective nationale de l'édition (IDCC 2121), modifiée par l'accord du 6 janvier 2004.

Article 1^{er} | *Objet et champ d'application de l'avenant*

Le présent avenant a pour objet de réviser l'annexe III de la convention collective nationale de l'édition et ses avenants et accords successifs modificatifs afin de les mettre en conformité avec les dispositions de l'ANI du 17 novembre 2017 et les dispositions du décret du 30 juillet 2021.

Article 2 | *Champ d'application. Bénéficiaires*

Le présent régime bénéficie aux salariés des sociétés entrant dans le champ d'application de l'annexe III de la convention collective de l'édition et plus spécifiquement à l'édition de livres, titulaires d'un contrat de travail, affiliés au régime général de la sécurité sociale en France, ayant la qualité :

- d'employés ;
- de cadres et assimilés cadres – tels que définis à l'annexe 2 de la convention collective de l'édition (de livres) relative aux agents de maîtrise, techniciens et cadres.

Il est rappelé que les présentes catégories de salariés permettent de couvrir tous les salariés placés dans une situation identique en raison des spécificités communes de leur activité professionnelle.

Article 3 | *Dispositions modifiées, supprimées et remplacées*

Les dispositions des titres et articles suivants sont modifiés et désormais ordonnancés et rédigés comme suit :

Titre 1^{er}

A. Retraite des employés

« Article 1^{er}

Le présent régime est financé par des cotisations obligatoires issues de versements de l'entreprise et de prélèvements sur salaire des bénéficiaires.

Il est précisé que :

- la tranche A est égale à 0 à 1 PASS ;
- la tranche B est égale à 1 à 4 PASS. »

L'article 2 est inchangé.

B. Prévoyance des employés

Les dispositions prévues dans cette partie sont supprimées (articles 1, 2 et 3.a, b, et c, et remplacées par les dispositions de l'accord relatif à la prévoyance du 13 décembre 2024.

L'article 3.d relatif à la dépendance est maintenu en l'état :

« En cas de dépendance, les retraités issus de la catégorie employés peuvent bénéficier d'une allocation complémentaire dépendance dont l'attribution et le montant sont arrêtés par la commission de maintenance du fonds de prévoyance. »

Titre 2

C. Retraite de l'encadrement

L'article 1^{er} est modifié comme suit :

« Article 1^{er}

Les agents de maîtrise, techniciens et cadres bénéficient du régime de retraite complémentaire défini ci-après.

Il est précisé que :

- la tranche A est égale à 0 à 1 PASS ;
- la tranche B est égale à 1 à 4 PASS. »

D. Prévoyance de l'encadrement

Les articles 1^{er}, 2, 3, 4 et 5.a, b, c sont supprimés et remplacés par les dispositions de l'accord relatif à la prévoyance du 13 décembre 2024.

L'article 5.d relatif à la dépendance, est maintenu en l'état :

Les membres de l'encadrement retraités, qui ont cotisé en qualité d'employés pendant une partie de leur carrière peuvent bénéficier d'une allocation dépendance complémentaire dont l'attribution et le montant sont décidés par la commission de maintenance du fonds de prévoyance de l'édition.

L'accord du 6 janvier 2004, étendu par arrêté du 6 mai 2004 et complétant les dispositions de l'article 5.d ci-dessus et relatif à la mise en place d'un fonds social des retraités est modifié comme suit :

Préambule

Ce présent accord complète les dispositions de l'article 5.d de l'annexe III, titre II.D de la convention collective nationale de l'édition.

Les parties signataires du présent accord sont convenues de mettre en place un fonds social au profit des retraités anciens cadres, agents de maîtrise et techniciens de l'édition.

Ce fonds social permettra à la commission paritaire du fonds de prévoyance de l'édition de mener une action spécifique en faveur de l'encadrement, notamment via une allocation dépendance.

Il sera alimenté par les cotisations prévues à l'article 2, dont sont redevables les entreprises cotisant par ailleurs au régime de prévoyance des employés de l'édition, ainsi que par une dotation initiale prélevée sur la réserve du fonds de prévoyance de l'édition.

Article 1^{er} | *Conditions d'attribution de l'allocation dépendance*

Les retraités de l'édition, anciens cadres, agents de maîtrise, techniciens, répondant aux conditions suivantes, peuvent bénéficier d'une allocation dépendance :

- être reconnu comme étant dans un état d'incapacité permanente entraînant la perte de leur autonomie pour effectuer les actes élémentaires de la vie quotidienne ;
- disposer de ressources insuffisantes pour assumer les frais d'hébergement dans un établissement spécialisé ou rémunérer les tierces personnes nécessaires s'il y a maintien à domicile ;
- avoir été salarié d'une entreprise versant les cotisations prévues à l'article 2 du présent accord.

Chaque demande d'intervention fera l'objet d'un examen particulier par la commission paritaire du fonds de prévoyance de l'édition. Le dossier présenté devra comprendre les pièces médicales justificatives de la perte d'autonomie ainsi que tous les documents nécessaires à l'évaluation des ressources et charges de l'ancien salarié.

Article 2 | *Cotisations*

Le taux de cotisation contractuel à la charge des salariés et des entreprises, cotisant par ailleurs au régime de prévoyance des employés de l'édition, est fixé comme suit au 1^{er} janvier 2004 :

- part salariale : 0,125 % ;
- part employeur : 0,125 %.

Le taux d'appel des cotisations est fixé par la commission paritaire du fonds de prévoyance de l'édition.

Il est précisé que :

- la tranche A est égale à 0 à 1 PASS ;
- la tranche B est égale à 1 à 4 PASS.

Article 3 | *Prestations garanties*

Les retraités anciens cadres, agents de maîtrise, techniciens, qui ont cotisé en cette qualité pendant une partie de leur carrière, peuvent bénéficier d'une allocation dépendance dont l'attribution et le montant sont décidés par la commission paritaire du fonds de prévoyance de l'édition.

Le montant maximal de cette allocation est fixé par la commission paritaire du fonds de prévoyance de l'édition.

La commission peut également mener toute action sociale utile en faveur d'un retraité au sens du présent accord. »

L'article 5.e relatif à la retraite individualisée des cadres a été remplacé par l'avenant du 22 décembre 2022 étendu le 10 juillet 2023.

Article 4 | *Traitement des périodes de suspension du contrat de travail*

L'adhésion des salariés est maintenue en cas de suspension de leur contrat de travail, quelle qu'en soit la cause, dès lors qu'ils bénéficient pendant cette période :

- d'un maintien de salaire, total ou partiel ;
- d'indemnités journalières complémentaires, qu'elles soient versées directement par l'employeur ou pour son compte par l'intermédiaire d'un tiers ;
- d'un revenu de remplacement versé par l'employeur (notamment lorsque les salariés sont placés en activité partielle ou en activité partielle de longue durée, ainsi que toute période de congé rémunérée par l'employeur, par exemple un congé de reclassement, congé de mobilité...).

L'employeur applique le même taux de cotisation patronal que pour les salariés actifs pendant toute la période de suspension du contrat de travail indemnisé.

Parallèlement, le salarié doit obligatoirement continuer à acquitter sa propre part de cotisation sur la base du taux de cotisation applicable aux actifs.

L'assiette à retenir pour le calcul des contributions et des prestations est celle du montant du salaire ou de l'indemnisation versée dans le cadre de la suspension du contrat (par exemple : indemnisation légale complétée le cas échéant d'une indemnisation complémentaire ou conventionnelle versée par l'employeur).

Les salariés dont le contrat de travail est suspendu et qui ne bénéficient d'aucun maintien de salaire, ni d'indemnités journalières complémentaires, qu'elles soient versées directement par l'employeur ou pour son compte par l'intermédiaire d'un tiers, ni d'un revenu de remplacement versé par l'employeur, ne bénéficient pas du maintien du régime de prévoyance mis en œuvre par leur employeur. Toutefois, à leur demande, ils peuvent bénéficier du maintien des garanties

« décès » sous réserve d'acquitter l'intégralité des cotisations (part patronale et salariale) les finançant auprès de l'organisme assureur choisi par leur employeur. Les cotisations et les prestations « décès » sont alors calculées sur la base du salaire moyen perçu au cours des 12 mois précédant la suspension du contrat de travail.

Chaque société entrant dans le champ d'application du présent avenant doit obligatoirement conclure auprès d'un organisme assureur habilité et de son choix, un contrat d'assurance conforme à la réglementation applicable aux PERO et aux présentes dispositions conventionnelles de branche.

Il appartiendra alors à l'organisme assureur d'établir, sous sa seule responsabilité, une notice d'information à destination des salariés présentant les principales dispositions du contrat d'assurance et mentionnant notamment la faculté de transfert des droits du salarié vers un autre plan d'épargne retraite.

Toute modification du contrat d'assurance fera l'objet d'une nouvelle notice d'information qui devra être remise aux salariés bénéficiaires par la société employeur.

Article 5 | Date d'entrée en vigueur

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée et prend effet à compter du 1^{er} janvier 2025. Il vient réviser en partie l'annexe III de la convention collective nationale de l'édition et modifier en partie les dispositions de l'article D 5.e du titre II de l'annexe III de la convention collective nationale de l'édition (de livres) et de ses avenants.

Article 6 | Modalités pour les entreprises de moins de 50 salariés

Il n'y a pas lieu de prévoir de dispositions particulières pour les entreprises de moins de 50 salariés compte tenu de l'objet du présent avenant, lequel a vocation à s'appliquer à toutes les entreprises du secteur, quel que soit leur effectif.

Dans le cadre des discussions ayant abouti au présent avenant, conformément aux dispositions de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les partenaires sociaux signataires ont pris en considération les principes suivants dans le cadre de leur négociation :

- le principe d'égalité de traitement entre les salariés ;
- la configuration des entreprises du secteur d'activité concerné et notamment les attentes et contraintes d'organisation des entreprises de moins de 50 salariés représentant une part importante des entreprises de ce secteur.

Article 7 | Durée. Révision. Dénonciation

Le présent avenant obéit aux mêmes dispositions en matière de durée, de dénonciation et de révision que la convention collective (art. 2 de la convention collective nationale de l'édition de livres IDCC 2121).

Article 8 | Formalités de dépôt et d'extension

Dès lors qu'il n'aurait pas fait l'objet d'une opposition régulièrement exercée par la majorité des organisations syndicales, le présent avenant fera l'objet d'un dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail et d'une demande d'extension dans les conditions fixées aux articles L. 2261-15 et suivants dudit code.

Fait à Paris, le 19 décembre 2024.

(Suivent les signatures.)